



Le Gouvernement signe l'arrêt de mort de l'ours en Béarn !

Malgré les promesses de l'an passé du lâcher a minima d'une ourse dans le Haut-Béarn, le Gouvernement fait marche arrière !

L'an dernier, Chantal Jouanno avait conclu 5 longues années d'échanges, de concertations et de réflexions par l'engagement, déjà minimaliste, de lâcher une ourse en Béarn au printemps 2011. Bien que très insuffisant en regard de l'enjeu de la conservation de la population d'ours dans les Pyrénées, nous avons accordé notre confiance à l'État dans cette perspective d'aller « lentement mais sûrement ».

Cette voie, compromis entre les demandeurs d'un véritable plan de restauration et ceux de la disparition de l'ours, n'avait de sens qu'à condition d'avancer, lentement certes, mais de façon déterminée.

Mercredi dernier, le Gouvernement a marqué une rupture avec la politique menée de manière continue par l'État depuis plus de 15 ans. Le refus de lâcher ce printemps une ourse en Béarn signe l'arrêt de mort de cette espèce dans cette région où il est présent depuis des millénaires. C'est également un véritable reniement de la parole de l'État, alors même que Madame Nathalie Kosciusko-Morizet lançait en grandes pompes le 19 mai dernier la nouvelle Stratégie Nationale de la Biodiversité... Quelle crédibilité l'État a-t-il face aux acteurs à qui il demande de s'engager sur le chemin de la préservation de la biodiversité ?

Et c'est enfin un mauvais coup porté aux Pyrénées et aux Pyrénéens. En méconnaissant les obligations européennes de la France, le Gouvernement s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'au gel des financements communautaires pour les Pyrénées, comme le rappelait Chantal Jouanno en juillet 2010.

Une fois de plus, la France se ridiculise aux yeux de l'Europe et des pays qui font eux l'effort de protéger leurs espèces menacées. La voix de la France sur les questions environnementales, fondamentales pour l'avenir, s'en trouve considérablement affaiblie.

Nous ne pouvons que condamner le décalage entre les discours et les actes sur le terrain. Ces actes menacent une fois de plus la France d'une mise à l'amende par l'Union Européenne.

Cécile Ostria
Directrice de la
Fondation pour la
Nature et l'Homme

Bruno Genty
Président de
France Nature
Environnement

Yann Arthus-Bertrand
Président de
GoodPlanet

Serge Orru
Directeur du WWF